

Ecrit par le 6 juillet 2024

Pôle territorial : le Département de Vaucluse ne veut pas d'un Pôle métropolitain

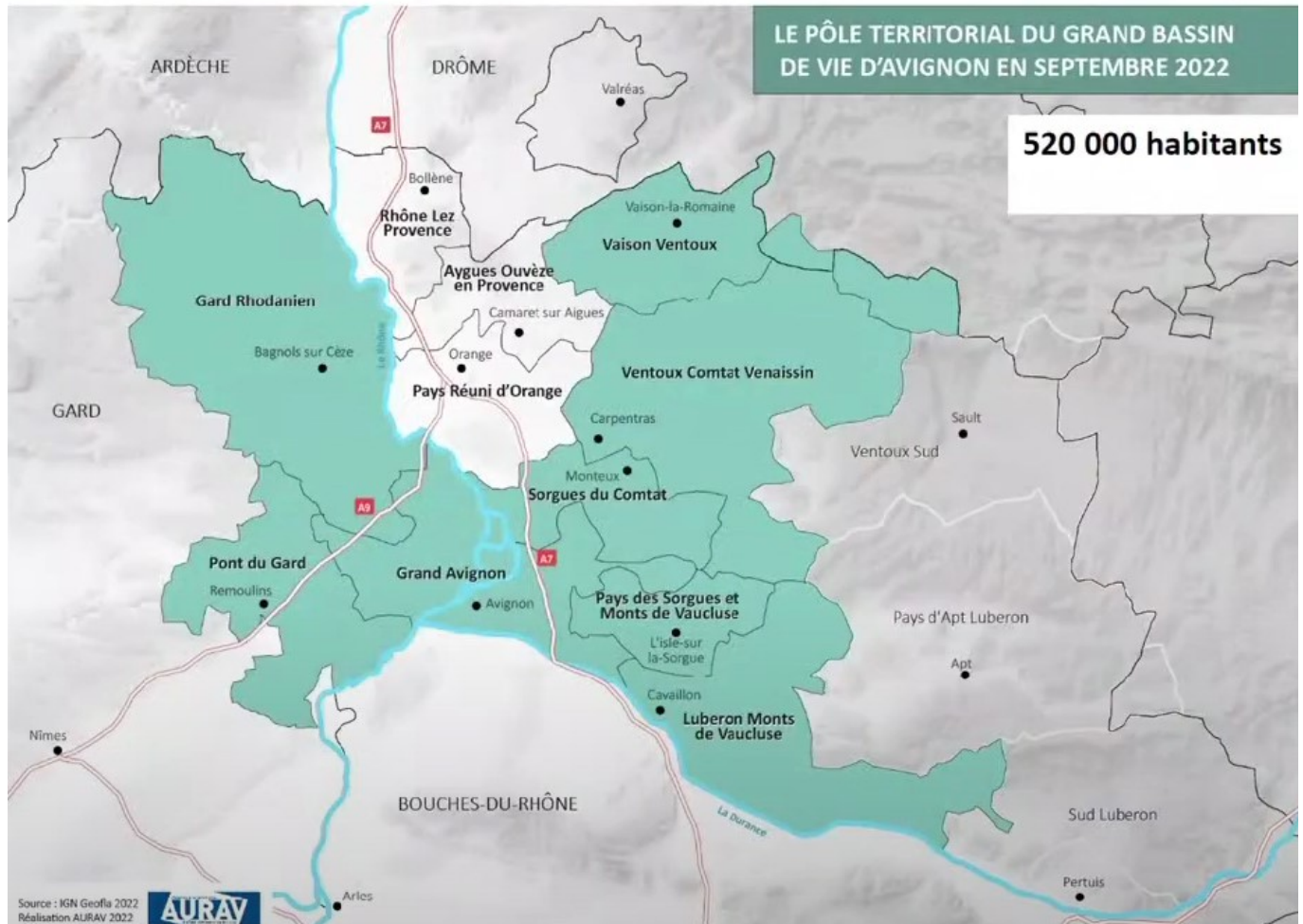


C'est ce lundi 2 octobre que la Commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) de Vaucluse devrait statuer définitivement sur le projet de Pôle territorial du grand bassin de vie d'Avignon. Constituée d'un panel de près d'une quarantaine d'élus vauclusiens représentant les collectivités locales* du département, cette commission va entériner, ou non, la création de ce nouveau syndicat mixte. Pour certains élus il s'agit d'un nouvel outil facilitant la coopération entre des EPCI situées dans 2 départements et 2 régions distinctes, pour d'autres, il s'agit de l'acte de décès du département via une métropolisation qui ne dit pas encore son nom en avançant en catimini.**

Ce lundi, les représentants de la CDCI de Vaucluse se réunissent pour statuer sur le projet [de Pôle territorial du grand bassin de vie d'Avignon initié en juillet 2022](#). Ce syndicat mixte concerne 8 intercommunalités de Provence-Alpes-Côte d'Azur et d'Occitanie : 6 en Vaucluse avec les Communautés d'agglomération du Grand Avignon, des Sorgues du Comtat, de Ventoux Comtat Venaissin et de Luberon Monts de Vaucluse ainsi que les Communautés de communes du Pays des Sorgues Monts de Vaucluse et de Vaison Ventoux et 2 dans le Gard avec la Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien et la

Ecrit par le 6 juillet 2024

Communauté de communes du Pont du Gard. Un espace qui totalise près de 520 000 habitants s'étend sur 148 communes.



Le projet de Pôle territorial du grand bassin de vie d'Avignon regroupe 8 EPCI : 2 d'Occitanie et 6 de Paca. ©Aurav

Compenser les incohérences des découpages administratifs ?

Leur objectif : faciliter la coopération entre les collectivités sur ce territoire particulièrement morcelé qui s'étend sur 3 départements, 2 régions, 2 zones scolaires et qui constitue la 2^e zone d'emploi interrégionale de France après Roissy-Charles de Gaulle. Un espace 'éparpillé façon puzzle' qui présente également la particularité de compter 2 fois plus d'EPCI pour 2 fois moins d'habitants que son équivalent azuréen.

Ce pôle ambitionne donc d'apporter « une réponse aux enjeux territoriaux du Grand bassin de vie d'Avignon qui demandent à être traitées à une échelle plus large que leur périmètre respectif. »

Pour cela, le syndicat mixte se fixe 4 objectifs principaux : la mobilité et les transports en commun, la gestion des déchets, la prévention du risque inondation ainsi que le développement et l'aménagement du

Ecrit par le 6 juillet 2024

territoire.

« Le pôle ne constitue pas un échelon territorial supplémentaire, assurent les statuts du Syndicat dont le siège sera situé dans les locaux de [l'Aurav](#) (Agence urbanisme Rhône Avignon Vaucluse) au Pontet. Dans le strict respect des compétences de chacun de ces membres, il vise à assurer une meilleure harmonisation des politiques territoriales et à favoriser la mise en œuvre d'actions communes. Outil souple de coopération et de dialogue, il permettra de promouvoir à une échelle régionale et supra une vision cohérente du territoire et de porter une vision commune. »

« Je ne vois pas l'intérêt de rajouter une couche administrative supplémentaire. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

Avis défavorable du Département de Vaucluse

Pour autant, certains élus estiment que cette nouvelle entité constitue une menace pour l'existence des conseils départementaux. « C'est la mort du Vaucluse », s'inquiètent-ils.

Interrogée sur cette initiative de création du pôle territorial du grand bassin de vie d'Avignon à l'occasion de sa conférence de presse de rentrée, Dominique Santoni a d'ailleurs, elle aussi, fait ouvertement part de son opposition au projet.

« Je ne vois pas l'intérêt de rajouter une couche administrative supplémentaire, explique la présidente du Conseil départemental de Vaucluse. Par ailleurs, la CCPAL (Communauté de communes Pays d'Apt-Luberon où elle est aussi élue) a voté contre donc je ne vois pas pourquoi je ferais différemment à Avignon qu'à Apt. »

En effet, en juin dernier, la commission permanente du Département s'est réunie pour rendre un avis consultatif. Dans ce cadre, seulement 12 élus sur 34 conseillers ont voté pour la création du Pôle. L'institution départementale vauclusienne a donc transmis un avis défavorable au contrôle de légalité de la préfecture malgré le fait que les compétences du Pôle n'empiètent pas sur celles du département.

[A lire aussi : « Bassin de vie d'Avignon : le futur pôle territorial dans la dernière ligne droite »](#)

Le risque d'un département coupé en deux ?

« Je fais confiance à ces gens », poursuit Dominique Santoni, « mais je suis le Département. Donc, il ne faut pas rajouter un mille-feuille supplémentaire, insiste-t-elle. Ma crainte que cela devienne une métropole et que cela coupe le département en deux. »

Des inquiétudes que ne dissipent pas vraiment les statuts du Pôle territorial du grand bassin de vie d'Avignon. En effet, si ce projet est bien désigné sous le terme de 'Pôle territorial', il apparaît plusieurs fois sous le nom de 'Pôle métropolitain' dans le détail du texte des statuts ou des délibérations. Une ambiguïté que l'on retrouve dans les propos de certains élus qui portent le projet en parlant d'un « Pôle métropolitain qui se dénommera Pôle territorial du grand bassin de vie d'Avignon. »

Ecrit par le 6 juillet 2024

Si la présidente du Département assure qu'elle s'opposera, 'de toutes ses forces' à la constitution d'une métropole elle assure pour autant « que s'il s'agit d'un pôle territorial, et compte tenu de la liberté de chaque collectivités locales de s'administrer comme elles le veulent, je n'ai pas interféré, en tant que présidente du Département, sur le choix des présidents d'EPCI qui souhaitent travailler ensemble au travers d'un syndicat mixte. Et ce d'autant plus qu'il ne s'agit pas de compétences du Département ».

Laurent Garcia

**Maires des 5 villes les plus peuplées, maires des petites et moyennes communes, maires des communes de montagne, représentants des EPCI, ainsi que les représentants des syndicats mixtes, syndicats de communes et syndicats intercommunaux situés en zone de montagne.*

***Etablissements publics de coopération intercommunale*

«Quand faut-il s'intéresser à l'organisation de ses services ?»

Ecrit par le 6 juillet 2024



Le mandat de maire ou de président d'EPCI est déjà bien engagé et à mi-parcours, il est toujours intéressant de procéder à un bilan formel de son organisation. Qu'on l'appelle diagnostic de fonctionnement ou bilan organisationnel ou encore de manière un peu usurpée, audit organisationnel, la tâche consiste à vérifier auprès des directions et des services si leur manière de fonctionner correspond à la volonté politique et si des moyens d'améliorer les processus de production existent.

Et pratiquement cela ressemble à quoi ?

Pour ma part, et cette méthode n'engage que moi bien entendu, je procède à des entretiens individuels. Individuels, car pour que la parole soit la plus libre possible, il faut bien trouver un moyen de mettre en confiance. La parfaite confidentialité des entretiens rassure la plupart du temps. Ces entretiens sont assez longs. Il faut dire que je parle beaucoup, mais mon avis est que si l'on veut se montrer digne de confiance, il faut donner un peu aussi.

« Pour que la parole soit la plus libre possible, il faut bien trouver un moyen de mettre en confiance. »

Ecrit par le 6 juillet 2024

Au cours de dialogue assez libre, on évoque autant que faire se peut les procédures utilisées, les méthodes de travail habituelles, on y teste la transversalité, le niveau de délégation acquis, et on y repère les stratégies mises en place pour éviter ou pour contourner les plus gênants des 'process' ou des autorités.

On peut retenir à ce sujet deux phénomènes assez commun : d'abord l'élaboration de stratégie individuelle visant à réduire la dépense énergétique de l'agent pour arriver à ses fins (cette dépense énergétique est à prendre dans le sens freudien du terme à savoir la recherche de l'utilisation la plus profitable à l'agent de sa propre énergie libidinale, dans le but, de maximiser son plaisir et de diminuer toute forme de souffrance ou d'accéder à son 'désir').

« Il recherche l'efficience, c'est à dire l'économie des moyens pour atteindre ses buts. »

Autrement dit, il maximise à son profit toute procédure mise en œuvre dans le but de remplir l'objectif qui lui a été fixé par sa hiérarchie. En ce sens, en sus de rechercher l'efficacité, c'est à dire l'atteinte des buts fixés, il recherche l'efficience, c'est à dire l'économie des moyens pour atteindre ses buts.

Il est assez remarquable de constater que la plupart du temps cette recherche d'économie est étayée par de les principes fondateurs du service public (l'intérêt général, la continuité de l'action administrative etc.) et ce, de toute bonne foi. Néanmoins ce rappel aux grands principes de l'action administrative n'empêche pas certaines dérives dont nous reparlerons plus tard.

Ensuite, nous trouvons systématiquement, une stratégie de groupe. En effet, le service ou la direction, constitué en tant que groupe homogène élabore lui aussi, de manière plus ou moins directe une stratégie visant la recherche de l'efficacité et de l'efficience et donc la moindre dépense d'énergie.

Cette stratégie quand elle est consciente, c'est-à-dire volontaire et objective, prend parfois la forme d'un projet de service, rarement il est vrai. Plus généralement, cette stratégie s'est constituée avec le temps, par petites touches. Parfois de manière positive : des procédures et une organisation sont mises en place de manière à servir un but formalisé sous forme d'objectifs.

Parfois de manière négative en interprétant les voies possibles pour accéder à son objectif de manière à assurer de sa probité, de la légalité de son action et du sérieux de son intention et non plus dans un but d'efficacité pure : bref, en se couvrant.

« Une partie de l'énergie d'un service est dépensée dans le but de justifier de sa propre existence. »

C'est ici que l'on retrouve les procédures qui multiplient les validations, les signatures de responsables, d'élus, de directeurs, voire même de Maire ou de Président. Cette itération rassurante a donc comme

Ecrit par le 6 juillet 2024

fonction principale de montrer que le travail est bien fait. Elle a cependant une autre fonction. Elle permet de légitimer une certaine partie du travail du service et donc les moyens devant lui être alloués.

J'ai ainsi pu constater à de nombreuses reprises qu'une partie de l'énergie d'un service est dépensée dans le but de justifier de sa propre existence. En émettant des critères d'excellence qui n'ont qu'un rapport ténu avec la mission principale, il organise une partie de la dépense énergétique qui vise à faire se dépenser l'énergie présente. En d'autres termes, le calcul est le suivant : nous sommes 5 je dois donc trouver du travail à faire pour 5, même si la réalité du travail de mon service n'est égal qu'à 4.

Vous savez c'est la fameuse peur de manquer qui fit pendant des années dépenser aux services l'intégralité de leur budget de fonctionnement pour ne pas que celui-ci se voie dégradé, c'est à dire baissé l'année d'après. Si le hasard a fait que je me retrouve avec un agent supplémentaire, une partie de ma stratégie va être de lui trouver du travail à faire, sans que ce travail ne soit en fait nécessaire à l'atteinte de mes objectifs. Au lieu de faire profiter de cette 'ressource' la collectivité, c'est à dire potentiellement un service en manque de personnel, je garde pour moi ladite ressource et l'occupe à faire des trucs, plus ou moins utiles, plus ou moins demandés.

On peut imaginer que plusieurs années de ce régime peuvent mener à de sérieuses dérives.

« Ce qui ajoute à la difficulté de procéder à la transformation. C'est que ça résiste. »

Ceci étant dit, je ne suis pas dans le jugement. J'ai connu assez de mécanismes plus ou moins conscients, élaborés par les services et les individus qui les composent pour savoir que la plupart du temps, tout ceci est fait en toute bonne foi.

Ce qui ajoute à la difficulté de procéder à la transformation. C'est que ça résiste. Ce que l'on entend par « on a toujours fait ça », c'est : « on a toujours fait ça et c'est pour une bonne raison ! ». Bref, le bilan sert à repérer ses dérives et à les faire diminuer ou cesser, selon leur ampleur.

Pour cela, il est vrai que le projet d'administration reste un outil pratique et parfaitement calibré. Car au lieu de s'attaquer directement aux dérives, on en passe par l'élaboration d'objectifs communs qui vont obliger les services et les cadres à se repencher sur leur manière de travailler.

Il est vrai cependant que cet ensemble d'actions viennent mettre au grand jour un certain nombre de dysfonctionnement qu'il faut être prêt à assumer. Ceci dit, les assumer avant qu'ils ne deviennent bloquants me paraît être une sage décision et un acte politique majeur.

Rajoutons à ceci que la parole des agents peut se voir libérer à l'occasion de cet exercice de diagnostic, qui joue le rôle d'une catharsis bienvenue.

La manière dont on peut procéder aux transformations est encore un autre sujet qui vaut à lui seul un article. A suivre donc !

Vaucluse ingénierie : mieux coopérer pour faire avancer les projets du territoire



Ils sont 21 partenaires à avoir signé la charte de coopération de Vaucluse ingénierie. Fonctionnant comme une sorte de 'guichet unique', ce nouveau service impulsé par le Conseil départemental de Vaucluse entend capitaliser sur les savoir-faire de ses partenaires pour orienter les collectivités, et notamment les plus petites, afin qu'elles trouvent les meilleurs conseils pour réaliser leur projets.

« Pour une petite commune, mener un projet cela peut quelquefois ressembler au parcours du combattant, reconnaissait lucide Violaine Démaret, préfète de Vaucluse lors de la signature de la convention de partenariat de [Vaucluse ingénierie](#). Les élus ne savent pas ainsi vers qui ils peuvent se

Écrit par le 6 juillet 2024

tourner pour les réaliser. Vaucluse ingénierie doit permettre de les orienter vers les bons dispositifs, les miens (ndlr : en l'occurrence ceux de l'État), mais aussi ceux des autres. Vaucluse ingénierie c'est notre capacité collective de permettre à nos élus de concrétiser leurs projets. »

« Notre capacité collective de permettre à nos élus de concrétiser leurs projets. »

Violaine Démaret, préfète de Vaucluse

Impulsé par le Conseil départemental de Vaucluse, Vaucluse ingénierie a pour mission d'accompagner les communes et les intercommunalités dans leurs projets, depuis la phase de réflexion et le premier diagnostic, jusqu'à leur réalisation concrète.

« Il s'agit d'un nouvel outil destiné aux maires pour identifier les besoins des communes dans le cadre de leur dossier d'aménagement, d'identifier les leviers et les contraintes de leur projet, de travailler sur l'étude de faisabilité, de trouver un AMO (Assistance à maîtrise d'ouvrage)..., précise Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental. Dans ce cadre, les élus devront se tourner vers l'équipe de 4 personnes dirigée par Caroline Leuret dont le rôle sera de faire le relais avec les services du département. »

Comment ça marche ?

Pour solliciter Vaucluse Ingénierie tout élu local ou agent d'une collectivité missionné par un élu, peut transmettre une demande par courriel à l'adresse vaucluse.ingenierie@vaucluse.fr, ou passer un appel au 04 90 16 14 15.

Un membre de l'équipe de Vaucluse Ingénierie recontacte alors le demandeur pour définir précisément le besoin afin d'y répondre au mieux.

En fonction de la nature de la demande, Vaucluse Ingénierie répond selon trois modalités :

- en traitant la demande directement,
- en sollicitant l'appui d'un service du Département qui dispose des compétences adéquates,
- en faisant appel à un ou plusieurs des experts de son réseau de partenaires, œuvrant dans les domaines de l'ingénierie publique sur le territoire vauclusien.

Ecrit par le 6 juillet 2024



Jacqueline Bouyac, présidente du Parc naturel régional du Mont Ventoux, signe la charte de coopération de Vaucluse ingénierie sous les yeux de Dominique Santoni, présidente du Département, et Violaine Démaret, préfète de Vaucluse.

Un premier niveau de conseil gratuit

A la suite de la prise de contact, le premier niveau de conseil est gratuit. Vaucluse Ingénierie propose ensuite un accompagnement, après des échanges avec les partenaires du réseau. La proposition portera alors sur le choix de l'opérateur, la méthodologie et l'estimation des coûts, selon la tarification de l'opérateur. Au final, la nouvelle structure s'engage à proposer un accompagnement personnalisé, dans la durée, jusqu'à la concrétisation du projet.

« L'idée c'est d'accompagner les maires dans leur projet alors que l'on s'aperçoit que tout est compliqué pour faire quoi que ce soit, poursuit la présidente du Département. Surtout pour les petites communes. En effet, nous nous sommes rendu compte que certaines d'entre elles ne consomment pas les crédits qui leur sont alloués alors qu'elles ont parfois du mal à boucler leur budget car elles n'arrivent pas à monter les dossiers. »

A ce jour, la mission de Vaucluse ingénierie est d'accompagner principalement les collectivités dans les domaines de la revitalisation des centres-villes, de l'aménagement urbain, des équipements publics, de l'économie du territoire, de la revitalisation commerciale, de l'aménagement paysager, du logement, de la santé, de la voirie, du vélo, du tourisme, de la lecture, du patrimoine ainsi que l'ingénierie financière.

Le tout, en s'appuyant sur les savoir-faire des partenaires de Vaucluse ingénierie (voir liste ci-dessous en

Ecrit par le 6 juillet 2024

fin d'article).

« C'est la somme de ces projets qui fait avancer le Vaucluse. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

Une trentaine de projets déjà dans les tuyaux

« Le principe c'est d'accompagner ces communes en proposant un service qu'elles n'auraient pas les moyens de se payer, insiste Dominique Santoni. L'autre avantage, c'est que nous aurons connaissance du projet dès le départ. Cela nous permettra d'aller chercher des financements croisés notamment auprès de la Région ou bien de l'Europe. »

A ce jour, les équipes de Vaucluse ingénierie accompagne déjà des projets tels que la création d'un gîte d'étape pour cyclotouristes et randonneurs, une maison de santé, un bistrot de pays, l'aménagement d'une place de village, une aire de co-voiturage, la reconversion et la réhabilitation de bâtiments anciens ou d'une friche urbaine, la création de logements en locatif et en accession à prix abordable ou bien encore l'engagement d'une démarche de participation des habitants autour des richesses patrimoniales d'une commune.

« En tout, une trentaine de projets sont déjà suivis par Vaucluse ingénierie, se félicite la présidente du Département. C'est la somme de ces projets qui fait avancer le Vaucluse. »

Contact Vaucluse ingénierie : vaucluse.ingenierie@vaucluse.fr ou 04 90 16 14 15

Les 21 partenaires signataires de la charte de coopération

En tout, 21 partenaires ont signé le protocole de coopération de Vaucluse ingénierie. Ces derniers s'engagent ainsi à se mobiliser pour répondre aux divers besoins des communes et EPCI (Etablissements publics de coopération intercommunale). Il s'agit :

- du [Département de Vaucluse](#),
- de [l'Etat](#),
- de [la Société publique locale \(SPL\) Territoire Vaucluse](#),
- du [Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement](#) (CAUE) de Vaucluse,
- de [Solidaires pour l'habitat Vaucluse - Soliha](#),
- de l'agence [Vaucluse Provence attractivité](#) (VPA),
- de [Grand Delta Habitat](#),
- de [l'Association des maires de Vaucluse](#) (AMV),
- de [l'Etablissement public foncier régional](#) (EPFR) Paca,
- de [l'Agence d'urbanisme Rhône Avignon Vaucluse](#) (Aurav),
- de [l'Agence départementale d'information sur le logement de Vaucluse](#) (Adil),
- du [Parc naturel régional du Luberon](#),
- du [Parc naturel régional du Mont Ventoux](#),
- du [Service départemental d'incendie et de secours de Vaucluse](#) (SDIS),

Ecrit par le 6 juillet 2024

- du [Syndicat d'énergie Vauclusien](#),
- du [Syndicat mixte de défense et de valorisation forestière \(SMDVF\)](#),
- de [la Banque des Territoires](#),
- de [la Chambre des métiers et de l'artisanat de région](#),
- de [la Chambre du commerce et de l'industrie de Vaucluse](#),
- de [la Chambre d'Agriculture de Vaucluse](#),
- du [Centre de gestion de Vaucluse](#),
- et [la délégation régionale Paca CNFPT](#) (*Centre national de la fonction publique territoriale*).

La CCI de Vaucluse ouvre une permanence à Valréas

Ecrit par le 6 juillet 2024



La [Chambre de commerce et d'industrie \(CCI\) de Vaucluse](#) vient d'ouvrir une permanence à Valréas, dans l'optique de renforcer sa présence sur les territoires. Cette ouverture s'inscrit dans la stratégie de [maillage territorial](#) du département. « Quelle que soit leur situation géographique, les porteurs de projets, les commerçants et les chefs d'entreprises ne doivent pas rester isolés », explique Gilbert Marcelli, président de la CCI.

Située au sein de l'espace France Services de Valréas, situé au 35 Rue de l'Hôtel de Ville, cette permanence est ouverte chaque 3^e mardi du mois de 9h à 10h sur rendez-vous et de 10h à 12h sans rendez-vous. » Cette permanence rapprochera les commerçants et entrepreneurs valréassiens de la chambre consulaire, dont la présence physique est indispensable à un partenariat étroit entre nos deux institutions », affirme Patrick Adrien, maire de la commune. Pour prendre rendez-vous, il faut contacter [Patricia Herrera](#), conseillère Entreprises et Territoires de la CCI, au 06 60 75 79 40.

V.A.

Grand bassin de vie d'Avignon, création du pôle territorial pour répondre aux attentes de 600 000 habitants



Ils sont venus en force pour annoncer la création du pôle territorial. Qui ? Jacqueline Bouyac, Gérard Daudet, Pierre Gonzalvez, Christian Gros, Joël Guin et Pierre Prat. Tous à la tête de communautés d'agglomération ou de communes. Objectif ? Sortir du périmètre de leurs EPCI pour

Ecrit par le 6 juillet 2024

gagner en vision globale et faire avancer leurs projets.

Leur crédo ? Ouvrir la carte du territoire en grand pour travailler sur les continuités comme les transports en commun, les pistes cyclables, la gestion des déchets, la prévention des risques d'inondation, le développement et l'aménagement d'espaces. Bref, donner de la cohérence et surtout faciliter la vie quotidienne de presque 600 000 habitants... Soit le poids d'une métropole ! Et là, en termes de positionnement régional ça pourrait tout changer.



Près de 600 000 habitants seront touchés par les décisions du pôle territorial Grand bassin de vie d'Avignon qui compte bien leur faciliter la vie au quotidien

L'aventure commence par un constat

Le Grand bassin de vie d'Avignon est à cheval sur deux régions : l'Occitanie et Provence-Alpes Côte d'Azur ainsi que trois départements : le Vaucluse, le Gard et les Bouches-du-Rhône. Or, près d'une dizaine d'EPCI (Établissement public de coopération intercommunale) est inscrit-tout ou en partie- dans ce territoire. Également 200 000 actifs habitent cette aire urbaine dont 120 000 travaillent dans une

Ecrit par le 6 juillet 2024

autre commune où ils se rendent de 60 à 93%... en voiture.

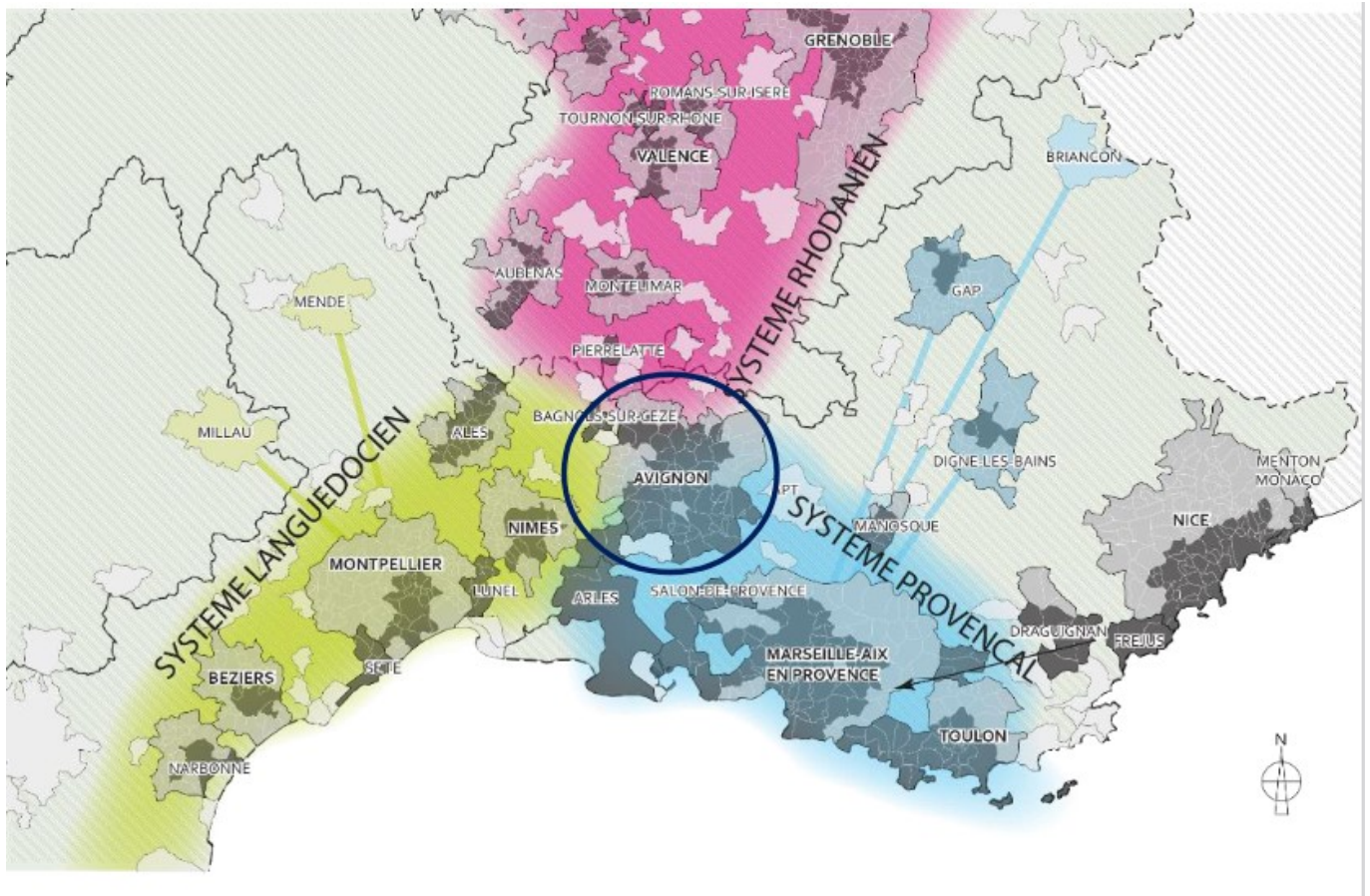
Quand Margot prend le bus

Margot, la vingtaine, habite actuellement aux Angles. Pour se rendre au Capitole studio, elle a dû prendre le bus de 7h45, puis en changer et attendre pour être déposée dans la zone commerciale Sorgues-Le Pontet à 8h45. C'aurait été dans le même cas de figure, voire pire, pour se rendre des Angles à Agroparc Avignon et c'est l'un des objets sur lesquels se pencheront les techniciens à la demande des présidents d'intercos. Mission ? Répondre aux défis de la transition écologique.

Les Sradet qui font trembler les élus

Il est aussi question des Sradet. L'acronyme du Schéma régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires -urbains et ruraux-. Dans ce document de planification régionale, l'institution décrit la vision politique des priorités de l'aménagement du territoire. En clair ? La feuille de route détaille l'état de lieux et les enjeux comme l'implantation des infrastructures d'intérêt régional, la gestion économe de l'espace, l'intermodalité et le développement des transports, la maîtrise et la valorisation de l'énergie, la lutte contre le changement climatique, la pollution de l'air, la protection et la restauration de la biodiversité, la prévention de la gestion des déchets... Et pour que le Sradet aille dans le sens des départements, mieux vaut pour eux être compris et écoutés des régions, surtout lorsqu'elles sont deux à présider au destin d'un Vaucluse qui se trouve au fin fond de leur territoire.

Ecrit par le 6 juillet 2024



Travailler en coopération pour en pas s'isoler ni être asséchés par les grandes métropoles

Un outil au service de l'intelligence collective

Avec la création du pôle territorial les présidents d'EPCI veulent peser sur les décisions régionales de l'Occitanie et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, notamment en coordonnant les orientations d'urbanisme commercial, en travaillant sur la sobriété foncière, en analysant la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers. Il sera aussi question d'optimiser la gestion des déchets afin d'en maîtriser les coûts car le secteur en profonde mutation devra désormais répondre à un modèle plus vertueux et surtout environnemental... Le sujet est épineux puisqu'il pèse de plus en plus sur le budget des collectivités qui préviennent ne pas pouvoir en supporter longtemps, seules les frais.

Sortir du cadre

Avec la création du pôle territorial les élus préviennent : «Sortir du cadre permettra de porter des projets communs et de devenir force de propositions sur des projets à rayonnement régionaux et nationaux comme les lignes de cars interurbains régionaux en lien avec les gares de l'étoile ferroviaire, de mieux favoriser le transport fluvial pour les voyageurs et les marchandises.»

Ecrit par le 6 juillet 2024

2 / Articuler les orientations de développement et d'aménagement de l'espace



Peser sur les choix de développement des SRADDET SUD et Occitanie

Coordonner les orientations en matière d'urbanisme commercial

Appuyer l'Inter-SCOT

15

Maitriser son foncier pour préserver l'avenir

Ils étaient six autour de la table, d'autres ont déjà prévu de les rejoindre

Adhèrent au projet : Jacqueline Bouyac présidente de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin ; Gérard Daudet Président Luberon-Monts de Vaucluse ; Pierre Gonzalvez président des Pays-des-Sorgues-Mont-de-Vaucluse ; Christian Gros président des Sorgues-des-Comtat ; Joël Guin président du Grand Avignon et Pierre Prat président du Pont-du-Gard. Ils ne sont pas venus mais sont partie prenante : Yann Bompard président du Pays d'Orange, Christian Rey, président de la Communauté d'agglomération du Gard-Rhodanien a dit son intention de les rejoindre ainsi que Jean-François Périllhou de Vaison-Ventoux et Julien Merle président de la Communauté de communes Aygues-Ouvèze-en-Provence. D'autres devraient les rejoindre. L'esprit est ouvert à condition de rester pragmatique et surtout efficace.

Il n'y aura pas de mille-feuille administratif

C'est en tout cas ce sur quoi tous insistent. Le pôle -qui prendra la forme d'un syndicat mixte- a son adresse à L'Aurav, c'est-à-dire, l'Agence d'urbanisme Rhône-Avignon-Vaucluse. C'est d'ailleurs cette structure qui constituera l'outil technique et d'animation. Un président a-t-il été élu ? Non plus. Le projet,

Ecrit par le 6 juillet 2024

initié par Joël Guin et Christian Gros, va partir dans les mains du préfet... Qui laissera sa place à son successeur en Août, qui lui-même, promulguera la naissance du Pole territorial du Grand bassin de vie d'Avignon. Côté effectif, budget de fonctionnement... Non plus. Le pôle territorial promeut une vision élargie et planchera sur des solutions à mettre en œuvre le plus rapidement possible.

A la rentrée

Le préfet prendra l'arrêté de création du Pôle territorial du Grand bassin de vie du Grand Avignon après consultation auprès des départements et régions. Les techniciens eux, sont déjà au travail.



Faire converger les mobilités

Ils ont dit

Christian Gros

Ecrit par le 6 juillet 2024

«Pour exister il est préférable d'être un peu plus important que la moyenne, après plusieurs réunions nous avons convenu de créer un pôle territorial avec des objectifs précis. Nous représentons 520 000 habitants. La métropole du Var, par exemple, en compte 450 000 habitants. Nous créons une structure de pôle métropolitain pour partager une vision collective, respectueuse des identités de chacun sur les axes de développement du Grand bassin de vie du Grand Avignon. Cette structure souple nous permettra de peser face aux régions et aux métropoles. L'idée ? Mettre en place un dialogue permanent entre nous pour avancer de manière concertée. Avec le pôle territorial du Grand bassin de vie d'Avignon nous créons un outil politique partenarial.»

Joël Guin

«Être ensemble nous rendra plus performant dans chaque collectivité et pour l'intérêt général. Nous nous fédérons en un espace de réflexion, de concertation pour être plus forts et plus efficaces, plus pertinents en pensant aux usagers.»

Pierre Prat

«L'idée ? Essayer de mutualiser des moyens. Nous communes gardoises avons beaucoup de liens avec le bassin de vie du Grand Avignon. D'ici 2025 le train reliera plusieurs communes gardoises à Avignon permettant de déplacer les populations par transport vertueux. C'est dans ce sens que nous allons travailler.»

Jacqueline Bouyac

«Nous avons des projets de rayonnement régionaux à travailler ensemble pour les faire avancer.»

Pierre Gonzalvez

«Nous avons conscience que les projets et les questionnements doivent dépasser les limites administratives afin de travailler, en fonction des sujets, à de nouveaux objectifs communs. Il nous faut peser dans l'arc méditerranéen entre les métropoles déjà existantes et les nouvelles lois [Zad](#) (Zone d'aménagement différé, utilisation du droit de préemption, évitement de la spéculation foncière). Nous nous regroupons pour porter une voix unique.»

Gérard Daudet

a évoqué les débordements de la Durance et les dysfonctionnements dans la réflexion et la compréhension du traitement des sorties de lit du Calavon et de la Durance lors du traitement antérieur du PPRI (Plan de prévention des risques d'inondation). «Maintenant tout est en règle et les digues faites. Avoir une vue d'ensemble et partagée du Plan de prévention du risque d'inondation aurait pu faire gagner du temps.»

Ecrit par le 6 juillet 2024

La CCI de Vaucluse veut renforcer sa proximité avec les EPCI



À l'image de [la dernière assemblée générale de la Chambre de commerce et d'industrie](#) (CCI) de Vaucluse qui s'est déroulée à Apt en mars dernier, cette dernière vient de créer un nouveau maillage territorial afin de renforcer sa proximité avec les Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

« Le temps est à l'action et à la relance, affirme son président Gilbert Marcelli, [élu en novembre dernier](#) avec sa liste '[Entreprendre avec vous](#)'. Après le Covid-19 et la crise internationale qui nous

Ecrit par le 6 juillet 2024

touche de plein fouet, la CCI doit redevenir le partenaire incontournable de la réussite économique vauclusienne. »

Cette volonté de proximité se traduit donc par un nouveau maillage territorial, mais aussi par des binômes élus-membres associés CCI et conseillers territoriaux clairement identifiés, dont le rôle est d'assurer une interface de proximité auprès des élus locaux, des clubs et réseaux d'entreprises du département.

CCI VAUCLUSE

LA CCI DE VAUCLUSE PROCHE DE VOUS SUR LES TERRITOIRES, VOS INTERLOCUTEURS

NORD VAUCLUSE ET SORGUES DU COMTAT

Patricia HERRERA
Conseiller entreprise
pherrera@vaucluse.cci.fr

- CC AVIGUES-OUVÈZE EN PROVENCE (CCAO)
- YANN AUDRY
MICHEL BERNARD
- CC DES SORGUES DU COMTAT
THIERRY FRANCOU
PIERRE HELIAS
- CC ENCLAVE DES PAPES PAYS DE GRIGNAN
LIONEL DE DEKEN
MARC DUBOIS
- CC PAYS RÉUNI D'ORANGE
LAURENCE CASTELAN
SIMON CRETALLAZ
MARC-ANDRÉ HESCHER
SAMUEL MONTGERMONT
- CC RHÔNE LES PROVENCE
PASCAL LOUBEYRE
- CC VAISON VENTOUX
KARIM BERNARD-RUNGS
LUDOVIC DE LUCA

AVIGNON

Carole COUPRIE
Conseiller entreprise
ccouprie@vaucluse.cci.fr

- CHANTAL BERNUSSET
JEAN-LOUIS ROND
PHILIPPE CARLES
FLORENCE DUPRAT
RICHARD HEMIN
CATHERINE PANATTONI
PATRICE PERROT
ADRIENNE PHILIPPE
FLORENCE SENTHILLES
CLAUDE TURMINO

GRAND AVIGNON

Julie MONTORO
Conseiller entreprise
jmontoro@vaucluse.cci.fr

- CHRISTIAN BONNET
ALEXANDRE BRESSY
CLAUDE CHARD-HUTCHINSON
ALEXANDRE DUBOIS
FRANÇOIS GRANON DE LEPINEY
ERIC GUASCH
ROSALINE MACCARIO
CEDRIC RIBIERO
DOMINIQUE TOLEDO
REMY VOLPIS

COMTAT VENAISSIN ET MONTS DE VAUCLUSE

Thibaut CORNU
Conseiller entreprise
tcornu@vaucluse.cci.fr

- CC DES SORGUES DU COMTAT
THIERRY FRANCOU
PIERRE HELIAS
- CA VENTOUX ET COMTAT VENAISSIN (COVE)
- CC VENTOUX SUD
WILLIAM BAUD
JEAN-LUC BECKER
THIERRY CLOTA
FRANÇOISE LEVY-DOUCET
FRÉDÉRIC RUEL
- CC DU PAYS DES SORGUES ET DES MONTS DE VAUCLUSE
JEAN-PHILIPPE COZON
BRUNO DELOIRME
LAURE GIBERNO
AUDE GIBARD
NICOLAS KAMMOUM
DIÈRE LONGERON

LUBERON

Isabelle CALZIA
Conseiller entreprise
icalzia@vaucluse.cci.fr

- CA LIBERON MONTS DE VAUCLUSE
DOMINIQUE DAMIANO
ALEXANDRA FARNOS
CÉLINE LAGET
- CC PAYS D'APT LIBERON
SYLVIE MAILLET
XAVIER MATHIEU
NORDINE SARIH
- CC TERRITORIALE SUD LIBERON (COTELON)
VALÉRIE BARROISA
EUGÈNE HERMITTE

EN CHARGE DES PARTENARIATS

- MARIE-LAURE BARON
- ARMAND COINTIN
- CHRISTÈLE COLLET
- PATRICE MOUNIER

AVRIL 2022 CCI DE VAUCLUSE | 46, COURS JEAN JAURÈS - BP 70158 - 84008 AVIGNON CEDEX 1 | 04 90 14 87 00 | WWW.VAUCLUSE.CCI.FR

V.A.

Ecrit par le 6 juillet 2024

Assises départementales de l'Habitat en Vaucluse, quelle situation du logement ?



Ecrit par le 6 juillet 2024

Les acteurs du logement se sont réunis pour dresser un bilan d'étape du [Plan Départemental de l'Habitat](#) (PDH). Copiloté par la Préfecture et le [Conseil départemental](#), ce rendez-vous a notamment permis la création d'une instance de concertation des acteurs départementaux de ce secteur stratégique. Ensemble, ils sont assistés, en visioconférence, aux 'Assises de l'habitat en Vaucluse' pour dresser un bilan d'étape du PDH depuis 2017 et échangé sur la situation du logement dans le département.

Ce qui s'est dit

Près de 11 500 logements ont été réalisés en 4 ans et 3 900 logements en accession à la propriété à prix maîtrisé. Sur les 5 dernières années, 4 900 logements locatifs sociaux ont été produits. Pour l'ensemble des acteurs, la production doit poursuivre sa croissance car la demande de logements sociaux reste importante avec 80% des presque 15 000 demandes insatisfaites au regard de ces 4 dernières années. Ainsi, en 2020, sur les 14 885 demandes de logements seulement 3 004 ont pu être attribués.

Séduire les élus

Pour mieux appréhender la réalité du logement social, le Département de Vaucluse organise chaque année, depuis 2018, la visite d'opérations de logements locatifs sociaux exemplaires avec les élus vauclusiens. Ces visites permettent aux décideurs locaux d'appréhender le logement très concrètement, par la visite commentée des opérations de construction, de réhabilitation par les donneurs d'ordre et maîtres d'ouvrage. Ces visites mettent en lumière la diversité et la qualité des réalisations en location et accession sociale à la propriété.

Qu'est-ce que le PDH

Le Plan Départemental de l'Habitat (PDH) dresse le diagnostic du fonctionnement du marché du logement. Il énonce les orientations prises pour permettre une offre suffisante, diversifiée et équilibrée des types de logements proposés tant dans le parc public que privé, que ce soit en location ou en accession. Enfin, il vise à assurer la cohérence entre les politiques d'habitat menées dans les territoires couverts par un PLH et celles menées dans le reste du département ainsi que sur les territoires des [EPCI](#) (Etablissement public de coopération intercommunale) sans PLH.